

COVID SIGNPOST 200 DAYS



Renforcer la résilience pour faire face aux crises urbaines



Canadian
Urban
Institute

Institut
Urbain du
Canada

sign-post (panneau)

: un poteau, souvent à un carrefour, avec des panneaux indicateurs pour diriger les voyageurs

: indicateur qui sert de guide ou d'indice à un problème flou ou compliqué

INSTITUT URBAIN DU CANADA

L'IUC est l'Institut urbain du Canada. C'est une plateforme nationale où les décideurs politiques, les professionnels urbains, les dirigeants civiques, les chefs d'entreprise, les activistes communautaires et les universitaires peuvent apprendre, communiquer et collaborer les uns avec les autres, d'un bout à l'autre du pays. Mettant à contribution la recherche, l'engagement et la narration, notre mission vise à soutenir des villes vivantes, équitables, vivables et résilientes au Canada.

RECONNAISSANCE TERRITORIALE

L'IUC s'engage à la réconciliation avec les peuples autochtones. Nous reconnaissons que nos programmes sont mis en œuvre sur le territoire de nombreux peuples autochtones et respectons ce fait. Le siège social de l'IUC est situé dans la ville de Toronto, le territoire traditionnel de nombreuses nations, y compris les Mississaugas of the Credit, les Anishnabeg, les Chippewa, les Haudenosaunee et les Wendat. La ville abrite désormais de nombreux et divers peuples divers des Premières Nations, des Inuits et des Métis. Toronto est visée par le Traité 13 que les Mississaugas of the Credit ont signé et les traités Williams que plusieurs bandes des Mississaugas et des Chippewa ont signé.

PARTENAIRES

L'IUC est reconnaissant envers les nombreux partenaires qui ont contribué à rédiger ce rapport, comme indiqué dans la dernière section. La firme Advanis a fourni en nature les données du sondage, sur la base d'une enquête menée auprès de plus de 90 000 Canadiens pendant la pandémie de COVID. L'IUC reconnaît avec gratitude la contribution d'Advanis et la remercie d'avoir recueilli dès le début des données détaillées au niveau urbain et liées à l'origine raciale et ethnique, ce qui n'est malheureusement pas aussi courant au Canada qu'il devrait l'être. Nous avons mentionné d'autres contributions à la recherche tout au long du rapport.

LETTRE DE LA PRÉSIDENTE-DIRECTRICE GÉNÉRALE MARY W. ROWE



Renforcer la résilience, petit à petit

Le 28 septembre 2020

Cher lecteur,

Nous avons publié notre premier rapport *COVID Signpost 100 Days* 100 jours après que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré la COVID comme une pandémie mondiale. Notre intention était alors de mettre en évidence les répercussions que nous observions dans les villes canadiennes et, espérons-le, d'offrir une orientation en pleine situation chaotique qui semblait régner à ce moment-là.

À la fin du mois de juin, on se posait tellement de questions au sujet du virus, qui demeurent sans réponse, notamment en ce qui a trait aux effets cumulatifs des mesures prises pour le maîtriser. Ce rapport nous a fourni un point de repère ou l'*indice* de l'arrivée d'une pandémie mondiale, en signalant un nombre très important de décès dans les établissements de soins de longue durée et en soulignant l'incidence démesurée de la crise sur les personnes vivant dans des logements précaires ou dans la pauvreté.

Ce prochain épisode, *COVID Signpost 200 Days*, se présente à un moment plus grave, c'est-à-dire après 200 jours « au milieu » d'une crise aiguë persistante qui nous a entraînés dans une « nouvelle normalité » faite d'incertitudes.

Il existe toujours des points positifs : les efforts courageux des travailleurs de première ligne qui continuent de fournir les services essentiels qui font fonctionner nos villes; les restaurants et détaillants situés sur les rues principales qui s'adaptent rapidement pour offrir des produits et services essentiels de nouvelles façons plus sécuritaires, en ligne et en personne; les universités et les collèges offrent des cours en ligne; plus de citoyens se déplacent à pied et font du vélo; les administrations locales font l'acquisition d'hôtels et de motels pour loger de manière plus humaine les personnes sans domicile. Nous continuons de voir chaque jour des exemples qui témoignent de la résilience phénoménale de nos fonctionnaires, de nos praticiens, de nos exploitants d'affaires, de nos dirigeants communautaires et de nos résidents à s'adapter au sein de cette nouvelle normalité.

Je suis consciente, d'après les centaines de conversations que l'IUC a eues avec les bâtisseurs des villes au cours des derniers mois, que nous sommes tous impatients d'apprendre ce qui fonctionne bien alors que nous nous adaptons à la situation de pandémie de COVID-19.

Signpost 200 renforce clairement ce qui ne l'est pas.

Premièrement, les activités de nos rues principales, nos économies locales et nos centres-villes sont gravement menacés. En plus de la récession mondiale déclenchée par la pandémie de COVID-19, les répercussions sur nos rues principales nous touchent de près, menaçant la viabilité de notre voisinage. Au cours de la deuxième période de 100 jours, les étapes de réouverture ont apporté un certain soulagement. Les activités commerciales ne sont cependant pas retournées aux niveaux antérieurs à la crise. Les magasins de vente au détail et les restaurants sont particulièrement touchés, mais il en va de même pour toutes les autres principales commodités publiques dont nous dépendons : les parcs de voisinage, les bibliothèques, les installations de loisir, les écoles, les établissements confessionnels et les sites culturels. Il n'y a pas de moyen plus rapide de tuer un voisinage que d'éliminer ce qui a amené les gens à s'y rendre en premier lieu : d'autres personnes.

De plus, tandis que les quartiers locaux ont connu des difficultés, les centres-villes se sont vidés. Dans les plus grandes villes canadiennes, qui constituent le moteur de l'économie nationale, les restrictions liées à la pandémie de COVID-19 et le passage au travail à domicile ont eu comme effet d'évincer les travailleurs des grands centres d'affaires. Les atouts urbains essentiels des centres-villes et les grappes d'activités commerciales denses, vivantes et créatives se sont temporairement transformés en fardeaux au fur et à mesure que nous avons essayé d'empêcher la progression de la pandémie. Pour réduire les risques de contracter le virus, on a substitué les déplacements au centre-ville par des transactions numériques qu'on peut effectuer n'importe où : le commerce électronique, l'apprentissage en ligne et les cyberservices, ainsi que le télétravail au moyen de Zoom.

Cette situation suscite des questions importantes. Avec un plus grand nombre de personnes désormais en mesure de travailler et de faire des courses à partir de la maison, les travailleurs retourneront-ils jamais en aussi grand nombre dans nos centres urbains? Qu'est-ce que cela signifie pour les tours à bureaux, les magasins de vente au détail du centre-ville, les manifestations culturelles et les services de transport en commun? Comment allons-nous « rétablir la base »?

Deuxièmement, l'inégalité urbaine systémique continue de s'aggraver. Les populations vulnérables, les personnes marginalisées par la pauvreté et la discrimination raciale

discrimination raciale continuent de subir les conséquences de la crise. Au 200^e jour, les données confirment la hausse des taux d'infection à la COVID-19, de la détresse liée à la santé mentale, du chômage, de la perte de revenu du ménage et de la pénurie alimentaire qui se manifestent de manière démesurée au sein des collectivités en quête d'équité. Il y a eu des exemples remarquables d'engagement civique, comme en témoignent les rues de nos villes peuplées de résidents indignés réclamant un changement systémique. La colère doit cependant inspirer des interventions. Quelles sont les mesures concrètes à prendre pour planifier, concevoir et gérer les quartiers de manière plus équitable et plus juste?

La crise croissante du logement reflète peut-être les inégalités les plus évidentes. Les résidents des régions urbaines du Canada sont maintenant confrontés quotidiennement aux répercussions visibles de la pandémie de COVID-19 sur les sans-abri et les personnes de la rue, en raison de la fermeture des maisons de refuge et la prolifération des campements. En outre, dans nos villes de l'Ouest aux prises avec un taux de décès sans précédent provoqué par des surdoses d'opioïdes, nous devons trouver des solutions qui offrent un abri, un soutien en santé mentale et la sécurité communautaire. Il s'agit d'un défi social qui ne fait qu'aggraver ceux du secteur économique mentionnés ci-dessus : les rues sans vie commerciale – et un mélange diversifié d'activités et de personnes – ne sont ni accueillantes ni sécuritaires.

Troisièmement, les mécanismes de financement et les modalités de gouvernance des administrations locales ne sont plus fonctionnels. À la fin de juillet, les gouvernements fédéral et provinciaux ont finalement répondu aux demandes répétées des municipalités canadiennes qui réclamaient un soutien financier immédiat pour leurs finances touchées par la pandémie de COVID-19. Le montant d'aide aux villes canadiennes, qui compte plus de 80 % de la population, prévu dans le cadre du programme fédéral était toutefois inférieur à la moitié du montant destiné aux étudiants de niveau postsecondaire du pays. Organisé par les gouvernements fédéral et provincial sans représentants locaux à la table de négociation, il s'agissait d'une solution à courte échéance, ne prévoyant qu'un allègement immédiat, sans aucun plan pour tenir compte des dépenses croissantes prévues qui s'accumuleraient au cours des prochaines années.

Les villes canadiennes se trouvent dans une situation intenable. Les pertes de revenus provenant du secteur du transport en commun, les impôts fonciers reportés, l'augmentation des coûts liés à la pandémie de COVID-19 et les lois sur l'équilibre budgétaire s'ajoutent tous à un écart financier structurel que les villes maintiendront jusqu'à l'année prochaine et au-delà. Nos villes sont aux premières lignes de ces crises sanitaires, économiques, sociales et environnementales qui font boule de neige, et elles n'ont ni l'autorité ni les ressources pour les résoudre. Les Canadiens

devraient avoir raison de s'inquiéter. Les huit plus grandes villes du pays génèrent 70 pour cent du produit intérieur brut (PIB). Si elles échouent, il en sera de même pour l'économie.

Le décalage actuel entre les obligations et les ressources met en danger non seulement la capacité des administrations locales à faire face aux péripéties de la crise de santé publique, mais empêche également les transformations nécessaires à la prestation des services municipaux pour répondre aux besoins des résidents à mesure que le rythme des changements dans nos villes s'accélère. De quoi les villes ont-elles besoin? De meilleures données, d'un pouvoir décisionnel plus précis et de la capacité à mobiliser et à diversifier leurs propres ressources, tout en étant directement responsables envers les citoyens urbains.

Paroles de sagesse de Henry Ford

Le constructeur automobile légendaire a un jour dit en plaisantant : « Si vous faites toujours ce que vous avez toujours fait, vous obtiendrez toujours ce que vous avez toujours obtenu » Avons-nous la capacité nécessaire pour relever cet ensemble de défis colossales et sortir de la présente crise avec des villes économiquement plus fortes, résilientes et équitables?

Je le crois bien.

Les villes ont déjà connu des changements douloureux et de la crise en sont sorties des innovations. Au 19^e siècle, les systèmes municipaux de distribution d'eau ont fait leur apparition après qu'un médecin a remarqué que la cause du choléra provenait d'un puits privé. Les ravages causés par les éclosions de maladies infectieuses au fil des générations ont suscité la prestation de services de santé publique et de programmes d'immunisation. Comme j'ai pu l'observer de près, la côte du golfe du Mexique a finalement adopté une approche à multiples lignes de défense pour protéger la vie et les moyens de subsistance de millions de personnes après l'effondrement des digues causé par le passage de l'ouragan Katrina qui a dévasté toute une région.

Nous assistons déjà à des efforts importants sur le plan du leadership communautaire local. Des milliers de personnes se sont jointes à la [campagne](#) pour faire revivre les activités des rues principales. Le groupe diversifié de parties prenantes qui dépendent de nos centres-villes, y compris les grandes entreprises, les propriétaires commerciaux, les institutions culturelles et les établissements universitaires, peuvent certainement les réinventer, comme c'était le cas pour le Lower Manhattan après les attentats du 11 septembre. Le sans-abrisme existe désormais partout, mais des dirigeants à tous les niveaux émergent pour exiger une

solution coordonnée à l'échelle nationale. Les appels lancés par la population pour que les villes soient planifiées, conçues et gérées de manière plus équitable se multiplient. Les bâtisseurs des villes et les planificateurs urbains doivent trouver de nouvelles façons d'impliquer les résidents et de faire en sorte que les quartiers conviennent à tout le monde. Les dirigeants des administrations locales, y compris les membres du personnel et les élus, travaillent en collaboration pour préparer de nouveau les administrations municipales à répondre aux besoins changeants de leurs collectivités.

L'IUC s'efforce de tisser une toile connective reliant les praticiens et les décideurs politiques de partout au pays afin d'apprendre des échecs, et ce, plus rapidement. Nous visons toujours à établir un juste équilibre entre l'amplification des mesures efficaces et la mise en évidence de celles qui le sont moins. Grâce à la contribution et au soutien de nos nombreux partenaires, nous espérons que la série de rapports COVID Signpost continuera de nous démontrer les deux types de mesures.

Nous savons qu'il n'existe aucune solution miracle à tous ces problèmes et qu'il faudra de la concentration, de la discipline et de la collaboration. Nous sommes conscients qu'il n'y a pas de solution universelle pour les régions urbaines du Canada, que ce soit pour évaluer les répercussions de la pandémie de COVID-19 ou pour élaborer des solutions. Or, nos villes, en raison de leur densité et de leur diversité, peuvent guider notre capacité collective à renverser la vapeur pour ce qui semble être un long voyage.

La résilience est autant un processus qu'un résultat. On doit la bâtir au niveau local, petit à petit. Il s'agit fondamentalement pour chacun de nous de s'efforcer de corriger le tir.

Nous sommes nous-mêmes les intervenants que nous attendions.

Mes salutations distinguées,



Mary W. Rowe

Présidente-directrice générale
Institut urbain du Canada
@rowemw

Table des matières

INTRODUCTION	1
Les nouvelles au 200 ^e jour : La pandémie en milieu urbain au Canada	4
SONDAGE DES INDICATEURS	13
Notre façon de vivre	14
Notre façon de nous déplacer	16
Notre façon de travailler	17
Notre façon de nous préoccuper des autres	19
Notre façon de gérer	21
ANNEXES	
Ressources liées à la pandémie de COVID-19 de l'Institut urbain du Canada	23
Équipe de recherche et partenaires pour le rapport COVID Signpost 200	24
Conseil d'administration, équipe et partenaires de l'IUC	25

Introduction

Nous sommes maintenant au 200^e jour depuis la déclaration officielle de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) selon laquelle la COVID-19 est classée pandémie mondiale, et les répercussions sur les régions urbaines du Canada continuent d'être profondes. À l'occasion de ce 200^e jour, le dimanche 27 septembre 2020, l'Institut urbain du Canada (ICU) publie son deuxième rapport *COVID Signpost*. En accompagnant les gens vers une destination incertaine, ces indicateurs présentent un portrait fondé sur des données probantes de la vie au sein des villes canadiennes touchées par la pandémie de COVID-19, ainsi que des conseils pour aider les régions urbaines du Canada à faire face aux dangers qui les guettent et les étapes suivantes.

Dans le rapport [COVID Signpost 100](#), nous avons examiné dans les grandes lignes la façon dont la vie dans les villes canadiennes avait changé au cours des 100 premiers jours de la pandémie de COVID-19. Il s'agissait d'un point de départ ou de référence se rapportant aux répercussions possibles que la pandémie pourrait susciter en introduisant des changements fondamentaux à la façon dont nous vivons, que nous nous déplaçons, que nous travaillons, dont nous nous préoccupons des autres et que nous gérons nos villes.

Il est fait mention dans le rapport que nos premières expériences liées à la pandémie de COVID-19 dépendaient en grande partie de qui nous sommes et de l'endroit où nous vivons. Les 20 plus grandes villes canadiennes qui représentent 42 % de la population du pays ont signalé 67 % du nombre total de cas et 75 % des décès. Certaines villes ont fait bien pire que d'autres : au 100^e jour, Montréal comptait un nombre supérieur à 25 fois plus de cas par habitant qu'Edmonton. Les données citées dans ce rapport ont également confirmé que les répercussions sur les différents groupes de population étaient inégales, touchant de façon disproportionnée les collectivités déjà vulnérables et en quête d'équité et accentuant les inégalités

urbaines. Dans tous les domaines, du logement à la mobilité, les incidences de la pandémie de COVID-19 se sont avérées pires pour les femmes, les personnes âgées, les peuples autochtones, ainsi que les Noirs et d'autres groupes racialisés.

Le rapport *COVID Signpost 100* a également fait ressortir un certain nombre de défis imminents relatifs à la gouvernance et aux finances des villes canadiennes. Il a exigé la prise de données précises, fondées sur la race et strictement locales au niveau de la ville pour éclairer la prise de décisions; un rôle accru pour les dirigeants locaux dont l'expérience sur le terrain dans la prise de mesures en réponse à la pandémie de COVID-19 s'est avérée cruciale et continuera de l'être par la reprise; et pour que les gouvernements fédéral et provinciaux s'attaquent immédiatement à la crise financière grave à laquelle les grandes municipalités ont été confrontées en raison de la pandémie.

100 JOURS PLUS TARD

Le rapport *COVID Signpost 200* évoque d'une nouvelle manière ces tendances et ces constatations. Il examine la manière dont les répercussions de la pandémie de COVID-19 sur les régions urbaines du Canada urbain ont progressé, en mettant l'accent sur ce qui a changé et les nouveaux problèmes qui sont apparus. Le présent rapport s'appuie sur des recherches et des analyses, notamment des données sur la santé publique, des sondages menés auprès de plus de 90 000 Canadiens par notre partenaire de recherche Advanis et de nouvelles connaissances obtenues dans le cadre des initiatives CityWatch Canada, CityShare Canada, CityTalk Canada et Bring Back Main Street de l'IUC liées à la pandémie de COVID-19. Une série de portrait régionaux complète également ce rapport, à savoir : sept courts mémoires, rédigés par les responsables régionaux de l'ICU partout au Canada, qui offrent des perspectives sur les 100 derniers jours au sein des principales provinces et régions du pays.

Dans la section suivante du rapport, nous évaluons la façon dont la deuxième période de 100 jours de la pandémie de COVID-19 s'est déroulée dans les régions urbaines du Canada, tant du point de vue de la santé publique que des initiatives d'intervention et de rétablissement déployés par les gouvernements, les entreprises, la société civile et

la société civile et les résidents. La section qui suit examine ensuite une sélection d'« indicateurs » qui, dans l'ensemble, brossent un tableau de ce que les résidents des régions urbaines du Canada ont vécu 200 jours après le début de la pandémie.

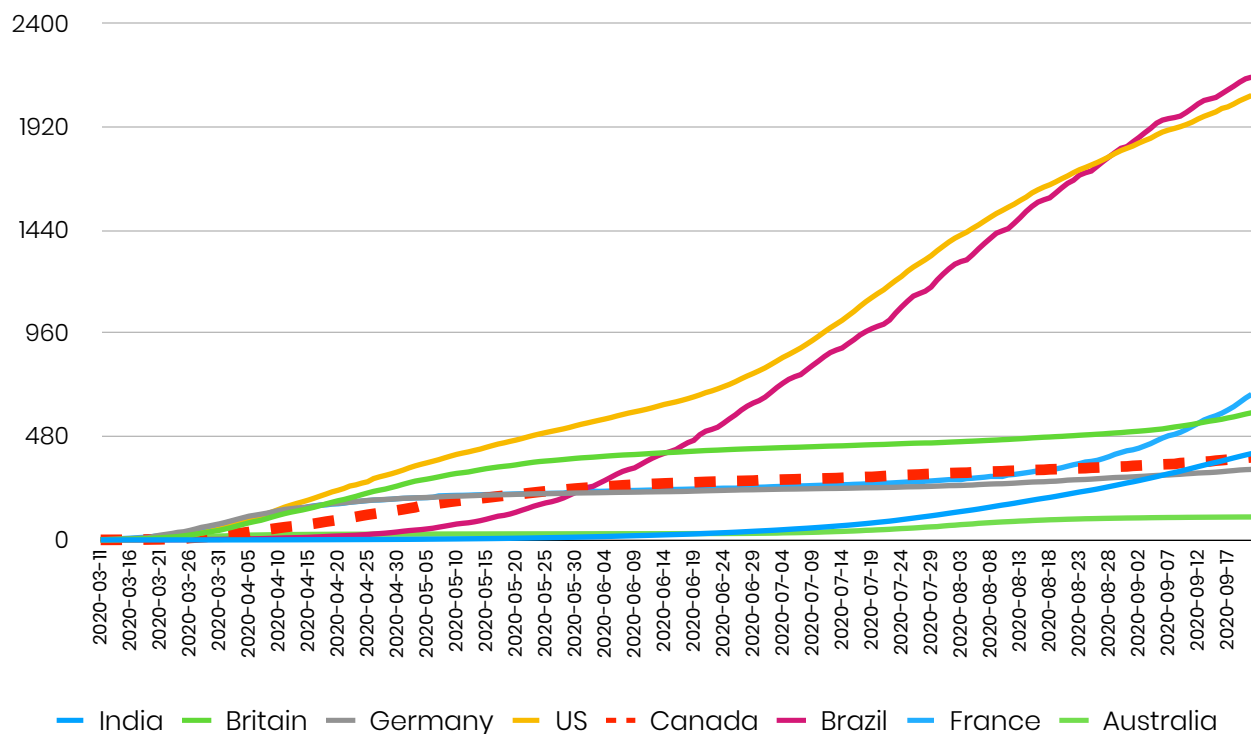
Ce deuxième rapport *Signpost* nous donne également l'occasion de concentrer notre attention sur les grands enjeux urgents au sein de nos villes et de nos collectivités qui doivent certainement faire partie de nos priorités dans les semaines et les mois à venir. Dans la lettre de Mary W. Rowe, présidente-directrice générale de l'IUC, comme préface au rapport, elle observe trois signes avant-coureurs précis comme suit : les menaces qui pèsent sur les économies locales, les activités des rues principales et des centres-villes; l'approfondissement continu des inégalités urbaines systématiques; et l'échec des mécanismes de financement et de gouvernance des villes. Il s'agit d'enjeux fondamentaux pour les régions urbaines du Canada et le fait de ne pas réagir à ces indicateurs constitue une grave menace pour la durabilité et le rétablissement de nos villes, et par conséquent du pays, à la suite de cette pandémie.

Néanmoins, elle conclut sur une note pleine d'espoir, emphatique et tournée vers l'avenir. Nous avons constaté une grande résilience et une grande ingéniosité au sein des régions urbaines du Canada, et nous en aurons besoin de plus pour continuer à gérer la « nouvelle normalité » incertaine de la vie en pleine pandémie de COVID-19. Ce moment exige de notre part une nouvelle réflexion à plus longue échéance pour repenser et planifier collectivement les villes dont nous aurons besoin à l'avenir. En sus, il faut envisager la manière dont nous pouvons profiter de cette occasion pour établir un programme de relocalisation, d'autonomisation et de préparation des administrations locales, des collectivités et des résidents pour innover de manière ingénieuse des solutions locales à ce que l'avenir nous réserve.

MISE À JOUR AU 200^e JOUR : LA PANDÉMIE EN MILIEU URBAIN AU CANADA

Au moment de la publication du rapport *COVID Signpost 100* de l'IUC (le 19 juin 2020), le nombre de décès à l'échelle mondiale était supérieur à 450 000 et on recensait plus de 8,4 millions de cas confirmés de la maladie. Comme le souligne le premier rapport, la COVID-19, comme les pandémies passées, a surtout touché les régions urbaines et a été particulièrement dévastatrice dans les régions pauvres et densément peuplées qui manquaient de logements, d'installations sanitaires et de santé publique adéquats.

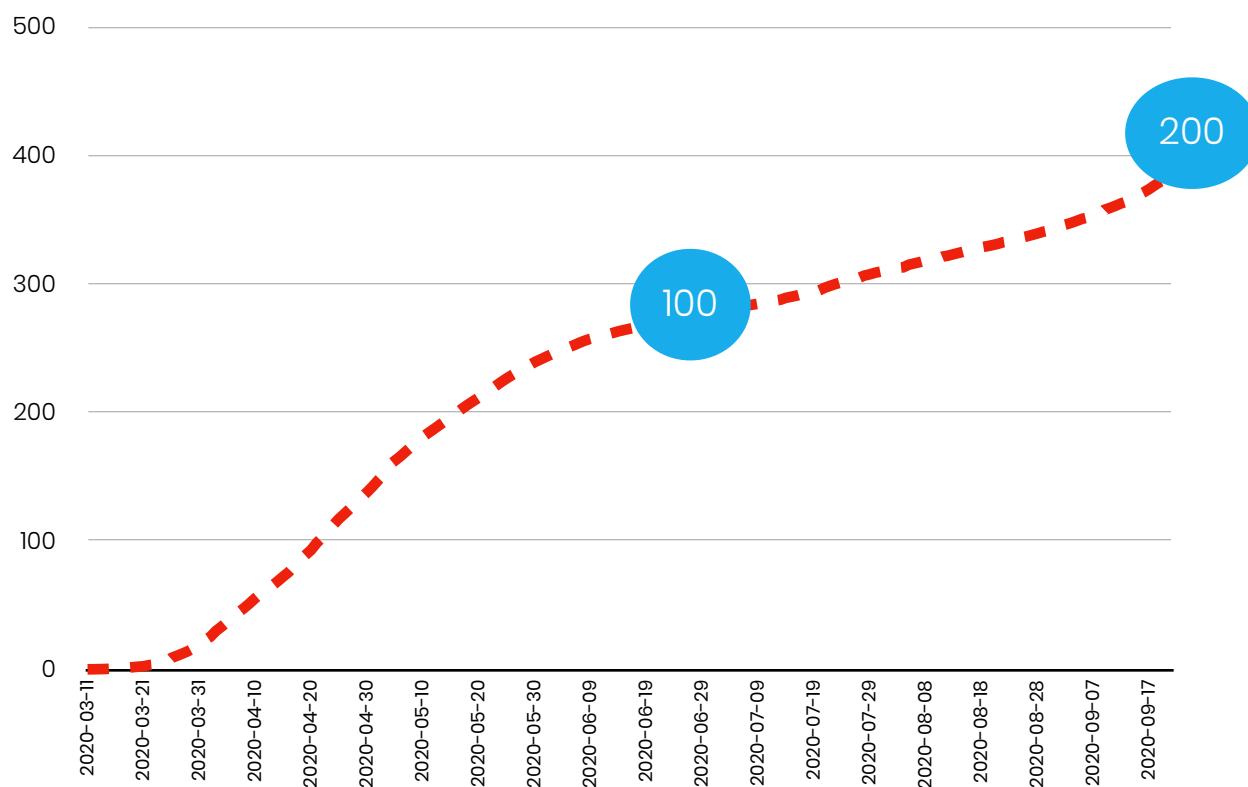
Diagramme 1 : Nombre de cas liés à la COVID-19 par 100 000 habitants, selon le pays



Deux cents jours se sont écoulés depuis que l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a déclaré le 11 mars 2020 le nouveau coronavirus SRAS-CoV2 (« COVID-19 » dans le présent rapport) être une pandémie mondiale. Au cours des 100 derniers jours, les répercussions mondiales de la pandémie se sont accélérées rapidement. Le nombre

nombre de décès à l'échelle mondiale approche maintenant le million, avec plus de 30 millions de cas confirmés de la maladie, mais ces deux chiffres sous-estiment considérablement les totaux réels.¹ Alors que les premières « zones sensibles » tels que la Chine, le nord de l'Italie et la ville de New York se sont calmées, les infections et les décès liés à la COVID-19 ont connu une augmentation subite dans de nombreux grands pays et régions. Les États-Unis, le Brésil et l'Inde, entre autres, ont été des épicentres de cette phase, bon nombre de ces pays accusant un retard dans leur engagement en matière de coordination d'interventions du système de santé publique.

Diagramme 2 : Nombre de cas liés à la COVID-19 au Canada par 100 000 habitants



¹ Les données épidémiologiques mondiales proviennent du John's Hopkins Coronavirus Resource Centre (données en date du 23 septembre 2020).

Le virus ne se limite plus principalement aux villes, car les collectivités rurales ont également été touchées. Bien qu'il y ait eu des progrès conséquents dans la mise au point et les essais cliniques de vaccins, il est très difficile de prévoir le moment où cette crise mondiale de santé publique prendra fin ou la mesure dans laquelle elle s'aggraverait avant de s'améliorer.

Le cas du Canada a été bien différent. À la barre des 100 jours, la courbe s'était en grande partie aplatie dans l'ensemble du pays. Au cours des 100 jours qui ont suivi, des niveaux plus modestes de transmission dans la collectivité constituaient un sujet d'inquiétude avec des poussées isolées au sein de certaines villes et collectivités, mais les nombres de décès et de cas confirmés étaient beaucoup plus faibles. Au point de repère *COVID Signpost 100*, il y a eu plus de 100 000 cas confirmés et plus de 8 250 décès au Canada, dont la grande majorité dans les villes. À titre comparatif, les nombres totaux du pays après 200 jours n'ont atteint que 147 000 cas confirmés et 9 300 décès, soit un ralentissement considérable du taux de croissance.² Bien qu'on ait relativement bien géré la pandémie au Canada jusqu'au point de repère *Signpost 200*, l'accroissement récent du nombre d'infections est un sujet préoccupant quant à une éventuelle deuxième vague.

Les répercussions de la pandémie de COVID-19 continuent de se concentrer sur les régions urbaines du Canada. D'après le Tableau 1,³ les 20 plus grandes villes selon la population, représentant 42 pour cent de la population canadienne, ont signalé 64 pour cent du nombre total de cas et 75 pour cent du nombre total de décès, ce qui est pratiquement inchangé par rapport au premier rapport *Signpost*. Le Québec, qui compte moins du quart (23 pour cent) de la population canadienne, continue de représenter une part disproportionnée des répercussions, avec près de la moitié

² Les données épidémiologiques pancanadiennes, notamment les cas confirmés et les décès selon la tranche d'âge et le sexe, s'appuient sur la mise à jour quotidienne sur l'épidémiologie de l'Agence de la santé publique du Canada (ASPC) (données en date du 23 septembre 2020).

³ La liste est fondée sur les subdivisions de recensement de Statistique Canada, recensement de 2016, selon la population. Les données sur les cas confirmés et les décès reposent sur les rapports municipaux et de santé publique publiés localement, en date du 23 septembre 2020. Dans les provinces où l'on ne signale pas séparément les données sur les villes (indiquées par un astérisque sur le diagramme), et où l'on déclare les nombres de cas confirmés et de décès des villes comme faisant partie d'une plus grande région géographique, nous avons calculé la part de la ville en fonction de sa part de l'ensemble de la population de la plus grande unité géographique. La ville de Surrey, par exemple, fait partie de la Fraser Health Authority.

Tableau 1 : Nombre de cas confirmés et de décès liés à la COVID-19 au sein des 20 plus grandes villes du Canada, au 200^e jour

	Nombre de cas	Nombre de cas par tranche de 100 000	Nombre de décès	Nombre de décès par tranche de 100 000	Nombre de cas par jour, 100 premiers jour	Nombre de cas par jour, 100 derniers jours
Toronto	17 712	648,4	1178	43,1	1 212	47
Montréal	31 670	1,533,2	3 476	168,3	261	44
Calgary	7 098	572,8	109	8,8	40	28
Ottawa	3 372	360,9	279	29,9	20	14
Edmonton	4 044	433,7	67	7,2	4	31
Mississauga	3 491	483,8	229	31,7	28	5
Winnipeg	708	100,4	5	0,7	2	4
Vancouver*	1 819	288,1	77	12,2	5	10
Brampton	5 200	876,0	94	15,8	25	24
Hamilton	1 089	202,8	46	8,6	7	4
Ville de Québec	3 153	592,8	206	38,7	17	10
Surrey*	1 270	245,2	26	5	4	9
Laval	6 738	1 592,9	681	161	56	10
Halifax*	865	214,6	57	14,1	9	<1
London	752	195,9	57	14,9	5	3
Markham	902	274,2	52	15,8	4	4
Vaughan	1 689	551,5	115	37,6	9	7
Gatineau *	848	306,8	25	8,9	4	4
Saskatoon *	258	104,8	1	0,6	1	1
Longueuil *	1 797	749,6	109	45,6	13	3

(47 pour cent) des cas confirmés et presque deux tiers (63 pour cent) des décès. L'Ontario a également connu un nombre important de cas confirmés et de décès, mais à un taux inférieur à la moitié du taux ajusté par rapport à la population du Québec. La Colombie-Britannique, l'Alberta, la Saskatchewan et le Manitoba ont continué de signaler de faibles taux de décès liés à la pandémie de COVID-19, bien que les nombres de cas quotidiens moyens aient augmenté, particulièrement dans des villes comme Vancouver, Edmonton et Winnipeg. La COVID-19 a à peine touché de nombreuses autres régions du pays, y compris la majeure partie du Canada atlantique et des territoires. L'Île-du-Prince-Édouard, le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut continuent de signaler zéro décès liés à la COVID-19.

Les répercussions de la pandémie de COVID-19 continuent d'être fortement concentrées au sein de populations particulières. Les femmes représentent plus de la moitié (54 pour cent) du nombre total de cas confirmés et étaient plus nombreuses dans la plupart des tranches d'âge.⁴ Par exemple, les femmes comptent pour 69 pour cent des cas chez les 80 ans et plus.⁵ Les Canadiens âgés demeurent le groupe le plus gravement touché en ce qui concerne le nombre total de décès. Les personnes âgées de 60 ans et plus constituent 70 pour cent des hospitalisations, 59 pour cent des cas admis aux services de soins intensifs et 97 pour cent des décès.⁶

Ces chiffres représentent peu de changement par rapport à la barre des 100 jours, malgré la réduction du nombre d'éclotions dans les maisons de soins de longue durée au cours des mois d'été. Le Canada manque toujours de données liées au nombre de cas ou de décès selon le groupe racial ou ethnique, bien que l'on ait pris un engagement lors du discours du Trône du 23 septembre 2020 de mettre en œuvre une approche « pangouvernementale » en matière de collecte de données désagrégées.

⁴ Statistique Canada (20 septembre 2020). « Maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) : mise à jour sur l'épidémiologie. »

⁵ *ibidem*.

⁶ *ibidem*.

CE QUI S'EST PASSÉ EN MILIEU URBAIN AU CANADA AU COURS DES 100 DERNIERS JOURS

Si l'historique de *Signpost 100* a été la déclaration de la pandémie et les mesures d'urgence sans précédent ainsi que le confinement social en réponse, *Signpost 200* a été une phase très différente, à savoir : le recours à une réouverture progressive et prudente des secteurs d'activités économiques et des interactions sociales, et l'acclimatation à une « nouvelle normalité » afin d'apprendre à vivre avec la COVID-19.

Au cours des 100 derniers jours, le temps chaud de l'été a fourni l'effet d'un baume aux Canadiens fatigués par la pandémie et désireux de sortir de chez eux. Dans la plupart des régions du Canada, on a rouvert l'ensemble des secteurs d'activités économiques à la fin de juillet. Les villes ont rapidement déployé des mesures d'urbanisme tactiques pour agrandir les patios, les pistes cyclables et d'autres infrastructures communautaires afin de soutenir les interactions et la mobilité favorisant l'éloignement social. Des artistes et des musiciens sont passés de la scène à l'écran, apportant des moments de réconfort et de joie aux personnes confinés à domicile. On a rouvert avec prudence les garderies et les écoles. Dans le cadre de l'Accord sur la relance sécuritaire, plus de 4 milliards de dollars de financement fédéral, dont les coûts doivent être égalés par les provinces et les territoires, ont été versés aux municipalités pour les aider à combler les déficits de financement de fonctionnement et de transport en commun.⁷ Le gouvernement du Canada a également réalisé des progrès dans le domaine de la vaccinologie et de la précommande des vaccins.⁸ Le discours du Trône prononcé le 23 septembre 2020 visait à stabiliser le navire pendant la crise en s'engageant à « faire tout ce qui est en son pouvoir », y compris la prolongation de la subvention salariale jusqu'à l'été 2021 et l'introduction de diverses nouvelles mesures de soutien.

⁷ L'Accord sur la relance sécuritaire a été annoncé le 16 juillet 2020.

⁸ Pas plus tard que le 22 septembre, le gouvernement du Canada a annoncé avoir conclu des ententes avec de grandes sociétés pharmaceutiques, dont Sanofi, GlaxoSmithKline et Pfizer, pour garantir l'accès à des millions de doses de vaccins contre la COVID-19 qui sont en cours de mise au point. Bien qu'aucun vaccin n'ait encore été approuvé par Santé Canada, on rapporte que la recherche médicale et les essais cliniques progresseraient rapidement. Voir Gouvernement du Canada (22 septembre 2020). « Le gouvernement du Canada signe de nouvelles ententes pour obtenir un candidat-vaccin et un traitement supplémentaires contre le COVID-19 », communiqué de presse.

Des nuages sombres se sont également profilés à l'horizon, surtout à l'approche de la publication de *Signpost 200*. Loin de la relance économique souhaitée, la reprise a été freinée par la persistance d'un taux de chômage élevé.⁹ Les dernières données indiquent que les ventes au détail ont essentiellement repris leur cours normal.¹⁰ Pourtant, pour les restaurants et les magasins locaux de vente au détail, le soulagement des intempéries estivales s'est transformé en appréhension quant aux conséquences de l'automne et de l'hiver. Les Canadiens, en tant que travailleurs, navetteurs et consommateurs, continuent de s'inquiéter de la sécurité liée à l'exposition au virus. Le secteur hôtelier, qui est au cœur des activités des rues principales et des centres-villes à travers le pays, se trouve en situation précaire. En août, un quart de million de Canadiens de moins travaillaient dans les services d'hébergement et de restauration par rapport à la période avant la pandémie de COVID-19.¹¹ En sus, 60 pour cent des restaurants ont déclaré qu'ils pourraient cesser leurs activités de façon définitive d'ici novembre.¹² La transition sans précédent vers le travail à domicile, principalement chez les travailleurs des grandes villes, a vidé les immeubles de bureaux, les véhicules de transport en commun et les quartiers centraux des affaires.¹³ Les messages peu clairs des gouvernements fédéral et provinciaux relatifs à l'aide supplémentaire au loyer commercial¹⁴ et d'autres aides d'urgence ont accru l'incertitude pour les petites entreprises et les économies locales.

Des problèmes perturbants liés à l'équité sociale et aux soins ont persévéré au cours des 100 derniers jours. Des données probantes continuent de démontrer que les Canadiens racialisés, autochtones et à faible revenu subissent une part démesurée

⁹ Voir la section Notre façon de travailler.

¹⁰ Statistique Canada (18 septembre 2020). « Commerce de détail, juillet 2020 », *Le Quotidien*.

¹¹ Statistique Canada (4 septembre 2020). « Enquête sur la population active, août 2020 », *Le Quotidien*.

¹² D'après les données de Statistique Canada tirées de l'Enquête canadienne sur la situation des entreprises, pour le Réseau de résilience des entreprises canadiennes. Chambre de commerce du Canada (26 août 2020). « 60 Percent of Restaurants Could Close Permanently in the Next Three Months, Warns the Chamber », communiqué de presse.

¹³ Voir la section Notre façon de travailler.

¹⁴ Le Programme de l'Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial (AUCLC), qui devait initialement prendre fin en juin, a été brusquement prolongé en juillet, en août et en septembre. Les interdictions temporaires d'expulsions commerciales mises en place par certaines provinces sont également arrivées à échéance.

des difficultés provoquées par la présente crise.¹⁵ Des événements répugnants non liés à la pandémie, y compris des cas de violence contre les gens de race noire et les peuples autochtones ainsi qu'une fusillade de masse en Nouvelle-Écosse, ont provoqué un traumatisme national et des manifestations massives dans les villes en faveur de la justice sociale et de la réforme des services de police. De plus, marginalisés et déplacés des maisons de refuge en raison de la menace de la COVID-19, les sans-abris ont eu recours à des campements au sein des collectivités partout au pays, ce qui a déclenché des confrontations acharnées avec les représentants locaux et les résidents.¹⁶ Pour les enfants, les jeunes et les familles, la rentrée à l'école et aux campus postsecondaires a suscité de grandes inquiétudes dans de nombreuses régions. Partout au pays, les Canadiens signalent les effets de la crise sur la santé mentale.¹⁷

Au milieu de toute cette situation de crise, les administrations locales ont continué d'appliquer les directives de la santé publique pour prévenir la propagation du virus, avec des opérations et des services radicalement modifiés pour soutenir les résidents. Si les 100 premiers jours de la pandémie de COVID-19 ont exigé des mesures de lutte gouvernementales sans précédent, immédiates et de grande envergure, les 100 derniers jours ont nécessité des interventions plus précises pour la réouverture et le redémarrage des villes. Comme le démontrent les données de CityWatch Canada de l'IUC, l'inversion graduelle des restrictions d'urgence, des fermetures de services publics (les bibliothèques, les centres communautaires, les édifices gouvernementaux) et des reports de déclaration d'impôt et de frais a varié dans les différentes villes canadiennes, révélant la complexité de la tâche et la fluidité de la situation sur le terrain.¹⁸ Pour les plus grands centres urbains, l'effondrement continu de l'achalandage du transport en commun est l'un des principaux défis, tant sur le plan opérationnel que financier. Pour les cinq plus grandes villes du Canada exclusivement, on estime à plus de 3 milliards de dollars l'écart budgétaire combiné

¹⁵ Voir les sections Notre façon de vivre et Notre façon de gérer.

¹⁶ De l'information de presse circule annonçant l'existence de campements de sans-abri et de villages de tentes dans un certain nombre de collectivités urbaines, dont Vancouver, Victoria, Montréal, Toronto, Hamilton et Windsor.

¹⁷ Voir la section Notre façon de nous préoccuper des autres.

¹⁸ Voir la section Notre façon de gérer.

pour le financement des services municipaux pour 2020, les répercussions de la pandémie de COVID-19 devant entraîner des crises fiscales structurelles dans les années à venir.¹⁹

En somme, la situation des régions urbaines du Canada au point de repère *Signpost 200* est décidément mitigée. La maîtrise de la pandémie a été relativement efficace au cours des 100 derniers jours, ce qui a permis de rétablir une certaine normalité dans les villes et les collectivités. Pourtant, la pandémie de COVID-19 a fait apparaître ou intensifié un certain nombre de défis dans les régions urbaines du Canada pour les économies locales, les résidents et les collectivités urbaines ainsi que les administrations locales. **La hausse récente du nombre d'infections par la COVID-19, si elle n'est pas contenue, constitue à la fois une grave menace immédiate pour la santé et la sécurité publiques et accentuera les pressions économiques, sociales et gouvernementales si d'autres mesures de confinement et d'isolement seront nécessaires.**

Au-delà des grandes tendances et des faits nouveaux entourant la pandémie et les interventions, la COVID-19 continue d'avoir de profondes répercussions sur les résidents urbains du Canada. La section suivante examine une sélection d'indicateurs clés, les « indicateurs », pour aider à broser un tableau plus clair de l'expérience vécue pendant la pandémie de COVID-19 au point de repère *Signpost 200*.

¹⁹ L'estimation de l'écart budgétaire est fondée sur les chiffres rendus publics par les villes de Vancouver, Calgary, Edmonton, Toronto et Montréal en date de juillet 2020. Certaines villes ont également fourni des estimations à plus long terme.



Sondage des indicateurs

Nous avons organisé *COVID Signpost 100* en cinq grands thèmes afin d'examiner les répercussions de la pandémie de COVID-19 sur la vie urbaine au Canada. Ce deuxième rapport *Signpost* présente une brève mise à jour de cette analyse, soulignant une série d'indicateurs clés²⁰ dans chaque section : *Notre façon de vivre*, *Notre façon de nous déplacer*, *Notre façon de travailler*, *Notre façon de nous préoccuper des autres* et *Notre façon de gérer*. Ceux-ci analysent à la fois ce qui s'est poursuivi au cours des 100 derniers jours et ce qui est nouveau ou a changé. L'analyse intègre les vastes données de sondage d'opinion publique d'Advanis, les ensembles de données publiques de Statistique Canada et d'autres sources, ainsi que les données recueillies par l'entremise de la plateforme CityWatch Canada de l'IUC liées aux mesures en réponse à la pandémie de COVID-19 dans des dizaines de villes canadiennes, entre autres sources. L'analyse ne prétend nullement être exhaustive, mais plutôt de présenter un récit d'une série d'évolutions importantes survenues dans les régions urbaines du Canada au moyen de l'analyse de données.

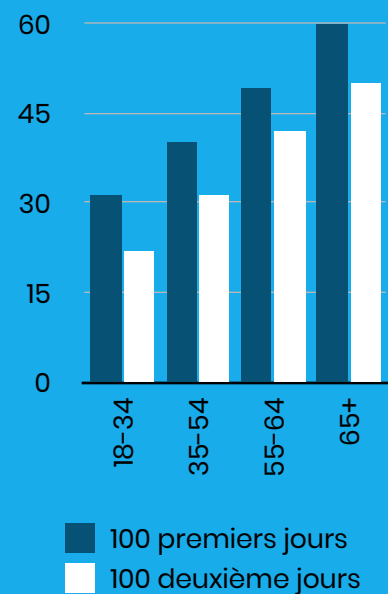
²⁰ Sauf indication contraire, les données des sections suivantes sont fournies gracieusement par Advanis d'après un sondage mené auprès de plus de 90 000 Canadiens pendant la pandémie de COVID-19.

Notre façon de **vivre**

La pandémie a eu des répercussions importantes sur la vie des Canadiens. L'utilisation des espaces publics extérieurs, notamment les parcs, les plages et les jardins publics, a augmenté considérablement.²¹ Presque tous les Canadiens déclarent qu'ils mettent en application l'éloignement social, bien que le respect de cette directive varie d'une ville et d'une région à l'autre. Il y a, par exemple, moins de personnes qui déclarent « pratiquer strictement » l'éloignement social dans certaines collectivités à plus haut niveau de transmission comme la ville de Québec, tandis qu'une part plus élevée se trouve dans les villes à faible risque, y compris St. John's. Dans l'ensemble, les taux d'éloignement social strict ont diminué dans tous les tranches d'âge au cours des 100 derniers jours.

Au sein des villes et des communautés, la pandémie de COVID-19 semble renforcer les inégalités. Plus de la moitié des ménages canadiens déclarent que la pandémie a des répercussions importantes sur eux. Des taux plus élevés de ménages noirs, autochtones et non blancs signalent subir des pénuries alimentaires, des répercussions sur les paiements de loyer et de la discrimination. Des travailleurs dans des foyers pour femmes et des maisons de transition ont constaté une augmentation de la prévalence et de la gravité de la violence sexiste.²²

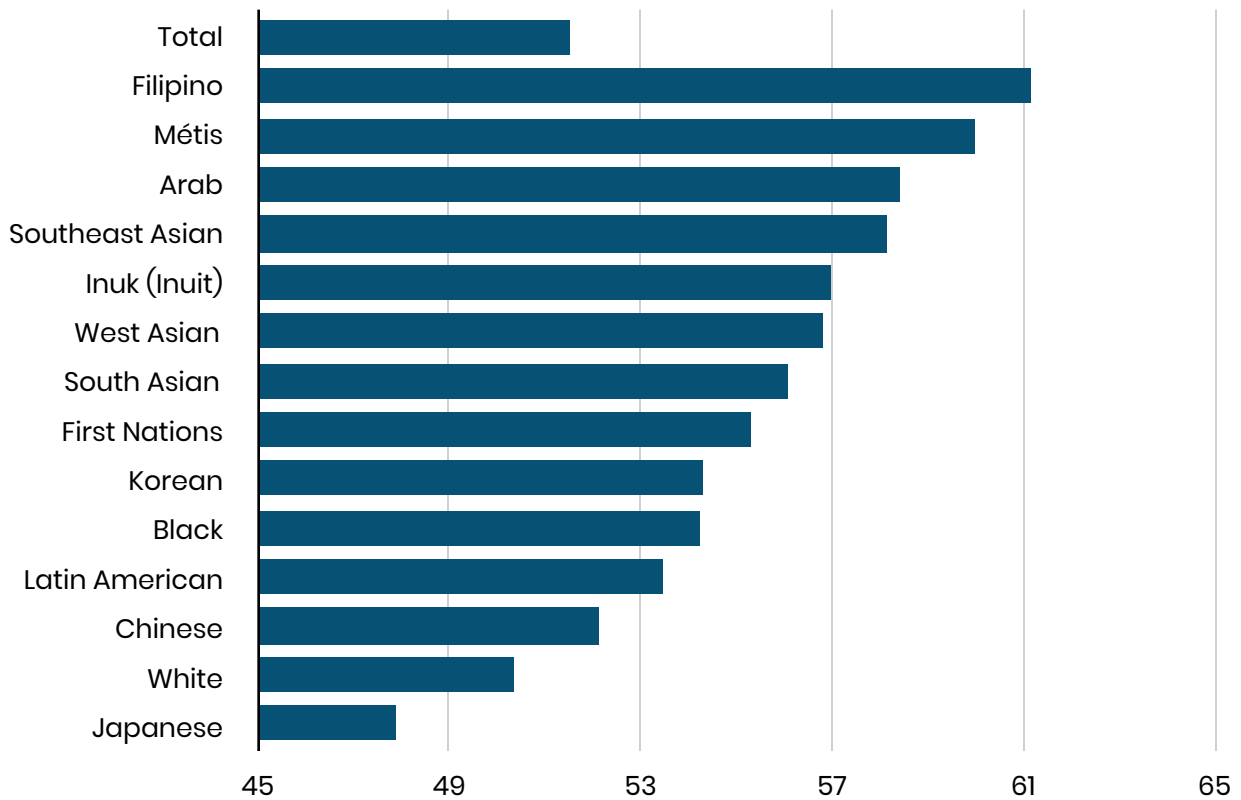
Diagramme 3
Pourcentage de Canadiens, selon l'âge, « pratiquant strictement » l'éloignement physique



²¹ À la fin d'août, les données sur la mobilité de Google indiquaient une augmentation de 159 pour cent de l'utilisation des parcs partout au Canada par rapport aux données de référence antérieures à la pandémie de COVID-19. Google (28 août 2020). « COVID-19 Community Mobility Report ».

²² A. L. Trudell et E. Whitmore. (Juillet 2020). « Pandemic meets Pandemic: Understanding the Impacts of COVID-19 on Gender-Based Violence Services and Survivors in Canada. » Ottawa et London (Ontario) : Ending Violence Association of Canada et Anova.

Diagramme 4 : Pourcentage de Canadiens ayant déclaré une « incidence majeure » de la pandémie de COVID-19 sur leur ménage, selon le groupe ethnique



Les Canadiens de race noire sont

2,6

fois plus susceptibles que l'ensemble de la population de déclarer avoir connu des pénuries alimentaires pendant la pandémie de COVID-19.

Les Canadiens de race noire et les peuples autochtones sont

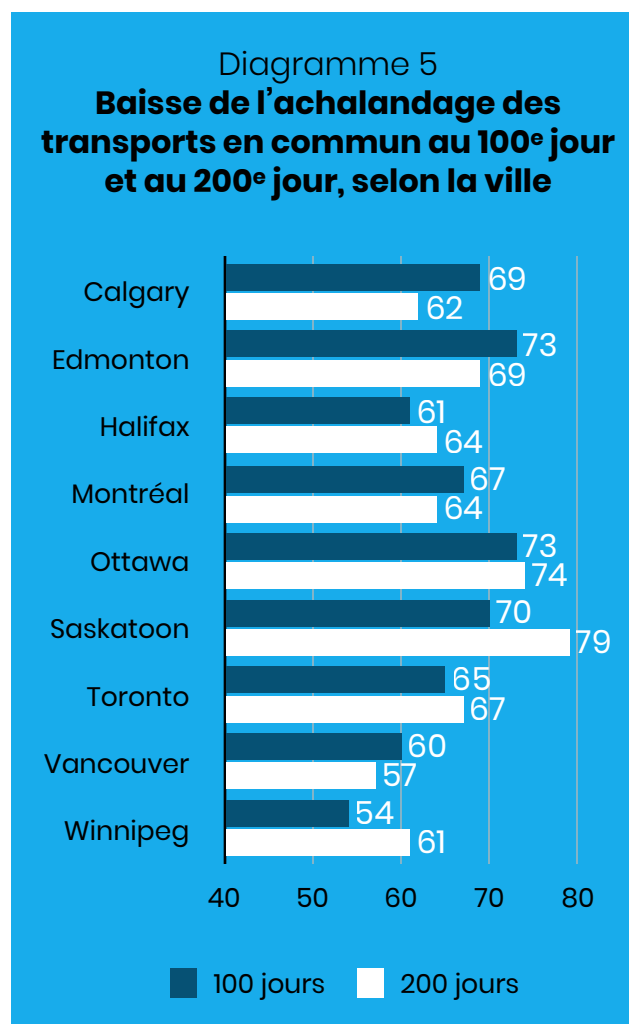
1,9

fois plus susceptibles que l'ensemble de la population de signaler des difficultés à payer leur loyer pendant la pandémie de COVID-19.

Notre façon de nous déplacer

On a largement ressenti les répercussions sur la mobilité des Canadiens dans les grandes villes. En juin, la part de tous les travailleurs faisant la navette était de 67 pour cent, représentant une baisse par rapport au taux antérieur à la période de pandémie de COVID-19 de 75 pour cent. Pourtant, plus de quatre navetteurs sur cinq ont continué de conduire leur véhicule avec des baisses découlant du passage au travail à domicile, ce qui suggère peu de changement dans l'utilisation de la voiture.²³

Le changement radical de mode s'est produit avec l'utilisation du transport en commun dans les grandes villes. L'achalandage du transport en commun, qui avait chuté au début de la pandémie, demeure environ 60 pour cent inférieur aux niveaux d'avant la pandémie en septembre.²⁴ De nombreux conducteurs avant la pandémie de COVID-19 ont déclaré qu'ils iraient au travail à pied ou en vélo si le service de transport en commun n'était pas disponible, mais les données probantes recueillies au début de l'été laissent entendre que le changement de mode était en grande partie occasionné par l'utilisation d'une voiture privée ou le télétravail. La plupart des personnes qui utilisent le transport en commun affirment maintenant porter des masques faciaux, mais l'inconfort lié au retour à ce moyen de transport est demeuré élevé pour de nombreux navetteurs et constitue un obstacle majeur au retour aux bureaux physiques.



²³ Statistique Canada (10 août 2020). « More commuters now walk or bike to work than take transit », *Le Quotidien*.

²⁴ TransitApp.

Notre façon de travailler

Selon la dernière Enquête sur la population active, malgré la levée progressive des restrictions à l'économie liées à la pandémie de COVID-19, les taux de chômage au sein des villes canadiennes sont demeurés bien au-dessus des niveaux antérieurs à la pandémie de COVID-19.²⁵ La reprise de la population active a été plus lente pour les femmes, les minorités visibles et, en particulier, les travailleurs à faible salaire et les jeunes. Les ménages déclarent subir des répercussions conséquentes sur le revenu, l'emploi et l'épargne, avec peu de changement entre la première et la deuxième période de 100 jours.

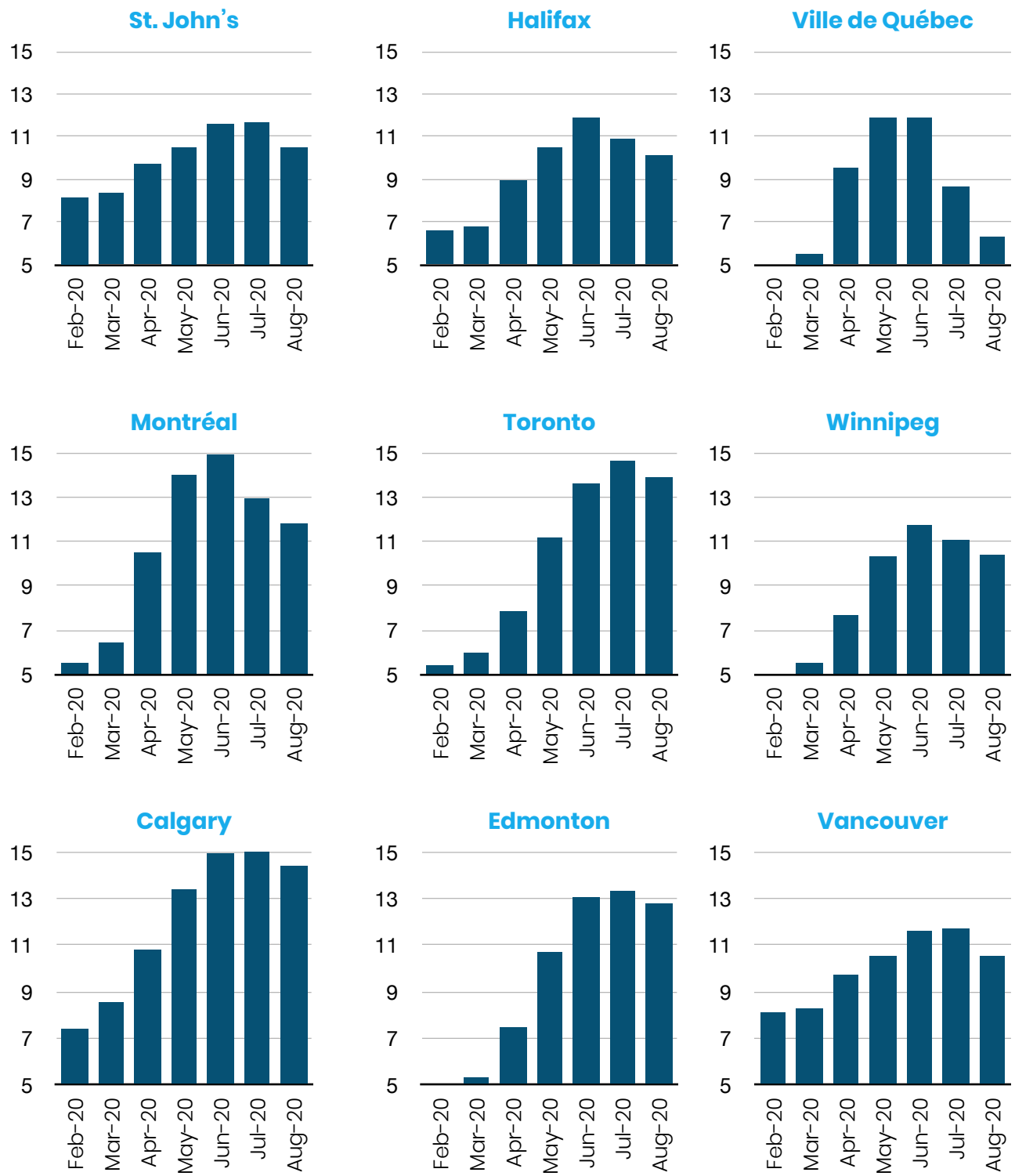
La pandémie a également entraîné des changements fondamentaux dans le travail et l'économie. En août, par rapport à la période préalable à la pandémie de COVID-19, 2,5 millions de travailleurs *de plus* (14 pour cent de tous les emplois) travaillaient à la maison, comparativement à un maximum de 3,4 millions au cours des 100 premiers jours. Les ventes de commerce électronique ont augmenté subitement en raison des fermetures de magasins dont les activités ont passé en ligne (atteignant un sommet de 11,4 pour cent en avril), mais elles demeurent faibles par rapport au montant total des ventes.²⁶ Les travailleurs de tous les secteurs d'activités doivent s'adapter aux mesures de sécurité en milieu de travail et utiliser des équipements de protection individuelle, y compris des masques, des produits de nettoyage et des gants.²⁷

²⁵ Statistique Canada (4 septembre 2020). « Labour Force Survey, août 2020 », *Le Quotidien*.

²⁶ Jason Aston, Owen Vipond, Kyle Virgin et Omar Youssouf (24 juillet 2020). « Retail e-commerce and COVID-19: How online shopping opened doors while many were closing », *StatsCan COVID-19: Data to Insights for a Better Canada*.

²⁷ Statistique Canada (juillet 2020), « Canadian Survey on Business Conditions », pour le Réseau de résilience des entreprises canadiennes de la Chambre de commerce du Canada.

Diagramme 7 : Taux de chômage mensuel, selon la ville²⁸



²⁸ Statistique Canada.

Notre façon de nous préoccuper des autres

Au cours des 100 derniers jours, les taux de nouvelles infections à la COVID-19 ont été nettement inférieurs et la crise au sein des établissements de soins de longue durée au point de repère *Signpost 100* s'est en grande partie stabilisée. Cependant, d'autres crises de santé publique sont apparues. Dans l'ensemble des villes dans toutes les régions du pays, environ quatre personnes sur dix signalent des taux élevés d'incidence sur la santé mentale liée à la COVID-19, et la crainte d'en être infecté ou d'infecter d'autres personnes pèse lourdement sur l'esprit des gens. Les décès par surdose d'opioïdes ont augmenté dans diverses régions urbaines et la Colombie-Britannique a signalé presque autant de décès par cette surdose au mois de juillet (175) que de ceux attribuables à la COVID-19 pendant toute la pandémie.²⁹ Tout au long de l'été, les préoccupations relatives à la préparation et à la sécurité en vue de la réouverture des écoles ont été un enjeu majeur pour de nombreux ménages, des sondages laissant entendre qu'un nombre important de parents choisiraient l'apprentissage à distance ou en feraient la demande au lieu d'opter pour l'apprentissage en classe à la rentrée scolaire.³⁰ Des cas et des écloisions liés à la COVID-19 ont depuis été signalés dans des écoles partout au pays.³¹

47%

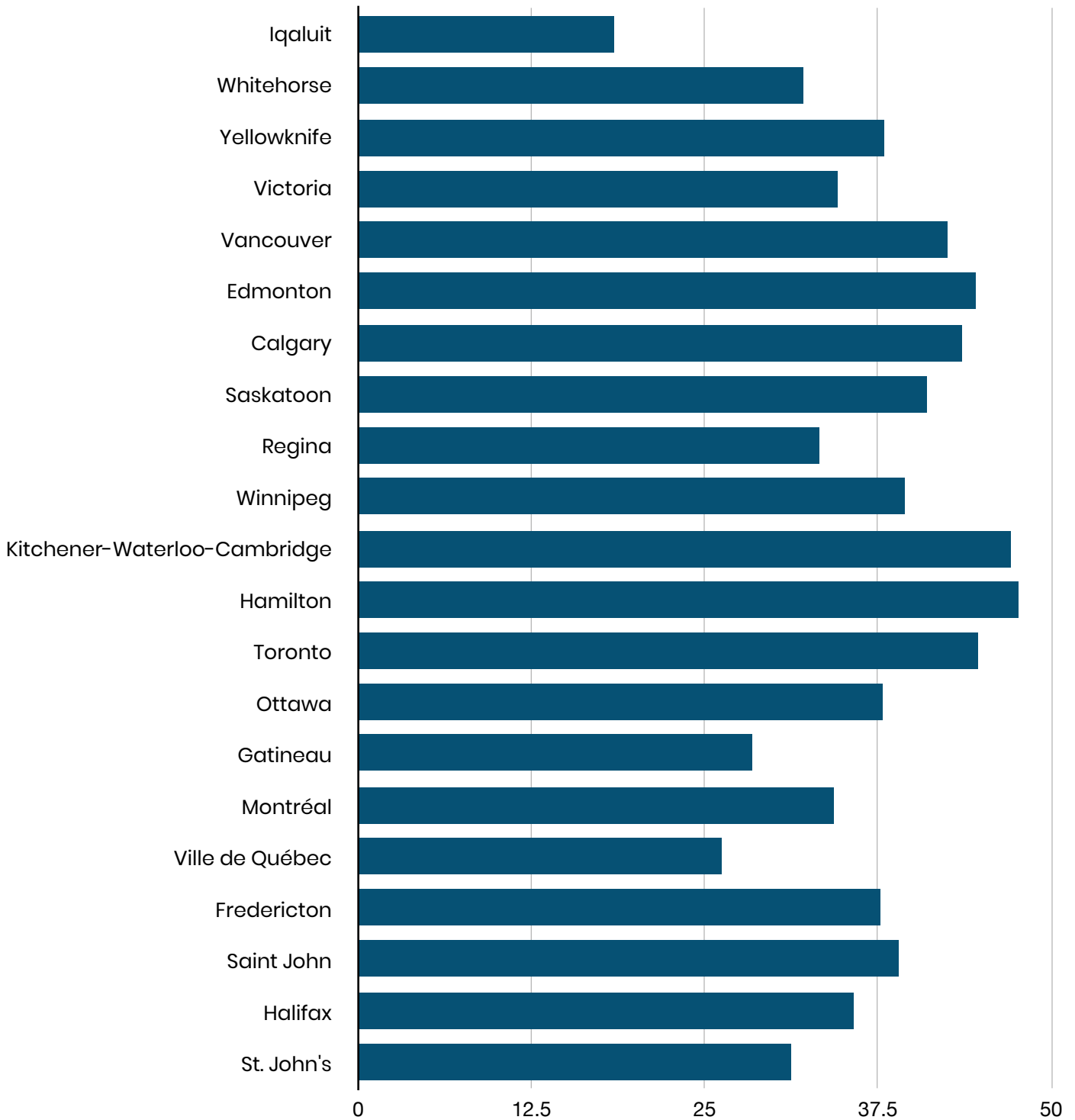
Pourcentage de Canadiens se sentant impuissants face à la situation de la COVID-19

²⁹ Holly Honderich (2 septembre 2020). « Opioid epidemic: The other public health crisis killing Canadians », BBC News.

³⁰ Par exemple, les conseils scolaires d'Ottawa, de Toronto et de la région de Durham ont mené des sondages auprès des parents qui indiquaient qu'environ 20 à 30 pour cent de parents ne renverraient pas leurs enfants à l'école pour la rentrée des classes. Nicole Thompson (19 août 2020). « Coronavirus: Most students expected to return to school at Toronto, Ottawa, Durham boards », *La Presse Canadienne*. En Colombie-Britannique, les premiers chiffres de fréquentation scolaire indiquaient que 85 pour cent des élèves sont retournés en classe en personne. Alyse Kotyk (18 septembre 2020). « Here's how many B.C. students attended class in person under the new COVID-19 measures », CTV News Vancouver.

³¹ Le 20 septembre, des cas liés à la COVID-19 avaient été signalés dans des écoles de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, du Manitoba, de l'Ontario et du Québec.

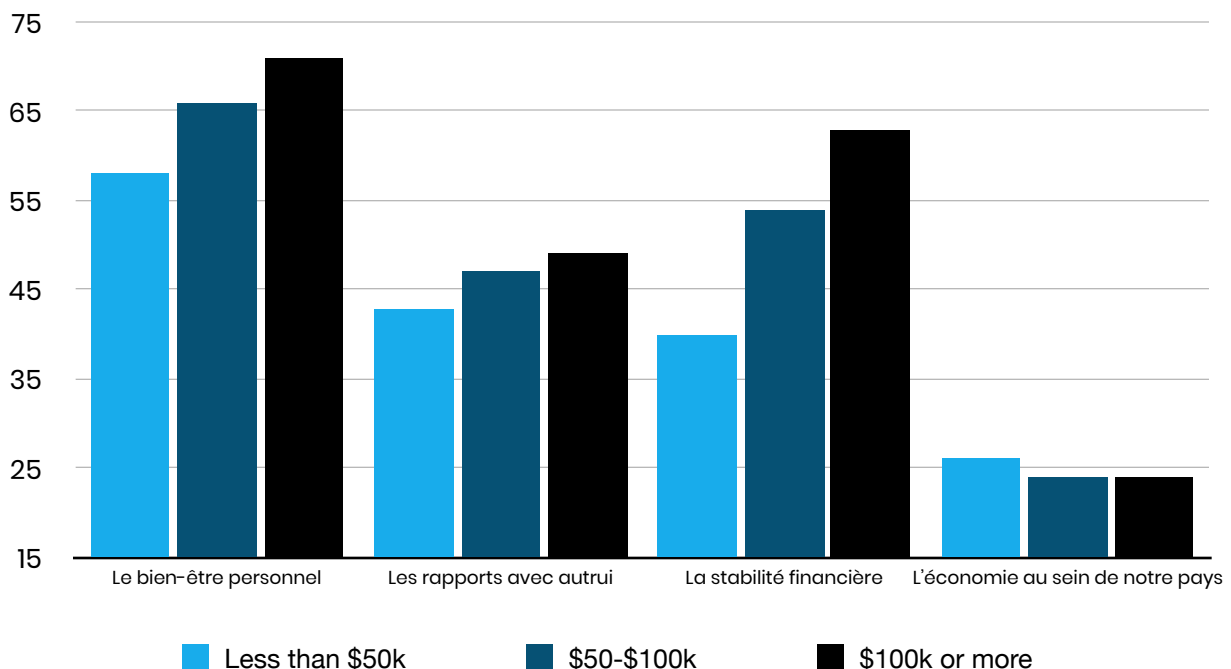
Diagramme 8 : Pourcentage de Canadiens ayant déclaré une « incidence élevée » liée à la COVID-19 sur leur propre santé mentale ou celle d'un membre de la famille, selon la ville



Notre façon de **gérer**

Tant au niveau du ménage que de la ville, la pandémie met à l'épreuve notre résilience. Plus du tiers des ménages à faible revenu ont continué de signaler des difficultés financières liées à la COVID-19 au cours de la deuxième période de 100 jours, ce qui est bien supérieur aux taux de difficultés déclarés par les ménages à revenu moyen et élevé. Le niveau de revenu a également une incidence importante sur les perspectives des ménages en matière de bien-être, de relations sociales et de stabilité financière, bien que les sentiments de pessimisme à l'égard de l'économie soient très courants dans la population. La majorité des Canadiens de toutes les régions déclarent que leurs gouvernements ont bien réussi à les protéger contre les risques pour la santé liés à la COVID-19. Pourtant, les administrations locales sont moins bien perçues que les gouvernements fédéral et provinciaux, et ce, en dépit des interventions opérationnelles et de prestation de services sans précédent des municipalités qui se sont poursuivies jusqu'au point de repère *Signpost 200*.

Diagramme 9 : Perceptions positives des Canadiens liées au bien-être, aux relations et à l'économie, selon le revenu du ménage



Ressources liées à la COVID-19 de l'IUC

[CITYWATCHCANADA.CA](https://www.citywatchcanada.ca)

CityWatch Canada est une ressource interactive et participative qui permet de suivre la façon dont plus de 60 municipalités canadiennes ont pris des mesures en réponse à la pandémie de COVID-19, notamment les changements apportés aux services municipaux, aux processus de gouvernance, au soutien financier à l'intention des résidents et des entreprises, et plus encore.

[CITYSHARECANADA.CA](https://www.citysharecanada.ca)

CityShare Canada est une collection de solutions novatrices, créatives et ingénieuses au sein des collectivités partout au Canada en réponse à la pandémie de COVID-19. À ce jour, on a consigné plus de 700 suggestions au site Web, en tant que ressource clé pour diffuser des idées aux collectivités.

[CITYTALKCANADA.CA](https://www.citytalkcanada.ca)

CityTalk Canada est une série de dialogues et de discussions portant sur la pandémie de COVID-19 dans les villes. Au cours des 100 derniers jours, CityTalk Canada a mobilisé plus de 100 panélistes dans le cadre de 30 conversations, attirant un public de plus de 10 000 personnes réparties dans 400 villes.

[BRINGBACKMAINSTREET.CA](https://www.bringbackmainstreet.ca)

Bring Back Main Street, une campagne de recherche et d'action coordonnée à l'échelle nationale, veille à ce que les personnes, les entreprises et les organisations qui exploitent leurs activités dans les rues principales du Canada puissent se remettre et sortir de la crise plus résilientes que jamais.

COVID Signpost 200

Équipe de recherche



André Côté est Directeur de recherche par intérim de l'Institut urbain du Canada. Il a travaillé avec de nombreux organismes dans les domaines des politiques urbaines et des villes, de l'enseignement supérieur, de la sécurité de revenu, et des technologies numériques. Il a également travaillé au sein du gouvernement, en tant que conseiller du vice-premier ministre de l'Ontario et du sous-ministre des Finances de l'Ontario.



Madison Leisk est étudiante de maîtrise en politique publique à la Munk School of Global Affairs & Public Policy de l'Université de Toronto. Avant Munk, Madison a obtenu un baccalauréat ès arts de l'université Queen's, où elle s'est spécialisée en études politiques. Ses principaux champs d'intérêt en matière de politique incluent l'avenir du travail et le développement économique local.

Conseil d'administration, équipe et partenaires de l'IUC

Ce rapport a été rendu possible grâce aux généreuses contributions de nombreuses personnes et organisations partenaires. Nous reconnaissons avec gratitude la contribution de :

Advanis (advanis.ca) par l'entremise de son programme TellCityHall/ MaVilleÉcoute (mavilleecoute.ca, tellcityhall.ca) a fourni des données d'enquête en nature fondées sur des sondages menés auprès de plus de 90 000 Canadiens pendant la pandémie de COVID-19. Advanis a recueilli des données liées à la race et à l'ethnicité ainsi que des données au niveau de la ville depuis le début cette crise, permettant l'acquisition de connaissances rares, nécessaires et voulues. Nous tenons à remercier Gary Offenberger et Patrick Kyba.

Le rapport *COVID Signpost* a bénéficié des conseils judicieux de personnes clés, dont les suivantes :

- **Janice Stein**, professeure et directrice fondatrice de la Munk School of Global Affairs & Public Policy de l'Université de Toronto
- **Brian Gallant**, conseiller principal chez Navigator Ltd; conseiller spécial du président sur l'innovation, la cybersécurité et le droit à l'Université Ryerson; et ancien premier ministre du Nouveau-Brunswick
- **Janet Ecker**, ancienne ministre des Finances de l'Ontario et ancienne présidente-directrice générale de la Toronto Financial Services Alliance
- **Irfhan Rawji**, directeur, Totem Capital Corporation
- **Jay Pitter**, planificatrice urbaine internationale, auteure et chercheuse principale, Equity-Based Placemaking, Institut urbain du Canada
- **Jeff Fielding**, ancien administrateur et gestionnaire municipal (ville de Toronto, ville de Calgary, ville de Burlington, ville de London, ville de Kitchener, ville de Winnipeg)
- **Debra Nyczai**, consultante en affaires et en rendement, ville de Regina

- De nombreux chercheurs et organismes canadiens cités dans le présent rapport qui ont fourni de nouvelles perspectives et participé à des entrevues

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'INSTITUT URBAIN DU CANADA

- **Alexandre Cusson**, ancien maire de Drummondville
- **Audrey Jamal**, chef de cabinet, Bureau du recteur, Université de Guelph
- **Brad Krizan**, vice-président, Victoria Park Business Improvement Area et directeur, cSpace Projects
- **Brian Gallant**, directeur général, Centre canadien pour la mission de l'entreprise
- **Caroline Rauhala**, directrice, Lending at Vancity Community Investment Bank
- **Cynthia Dorrington**, présidente, Vale & Associates Human Resource Management and Consulting Inc.
- **Elliott Cappell**, directeur, Climate Change WSP
- **D^{re} Judy Farvolden**, directrice générale, Transportation Research Institute de l'Université de Toronto
- **Kathleen Llewellyn-Thomas**, chef de la stratégie et de la clientèle, Toronto Transit Commission
- **Marcy Burchfield**, vice-présidente, Economic Blueprint Institute, Toronto Region Board of Trade
- **Matthew Kanter (président)**, directeur général associé, Société d'évaluation foncière des municipalités (SEFM)
- **Michael Sutherland**, directeur, Urban Solutions, Hatch
- **Paul Smetanin**, président-directeur général,
- **Steve DeRoy**, directeur fondateur et copropriétaire, The Firelight Group
- **Zahra Ebrahim**, cofondatrice, Monumental

ÉQUIPE DU PERSONNEL DE L'INSTITUT URBAIN CANADIEN

- **Mary W. Rowe**, présidente-directrice générale
- **Selena Zhang**, directrice de la stratégie et des projets spéciaux
- **Kristy Pepin**, directrice des finances et de l'administration
- **Lisa Cavicchia**, directrice de programme

- **André Côté**, directeur de la recherche (par intérim)
- **Ariana Holt**, planificatrice principale
- **Juan Luis Garrido**, responsable des communications
- **Gina Lewis**, coordonnatrice des opérations

Boursiers et associés

- **Leilani Farha**, associée principale, Logement et itinérance
- **Kate Graham**, associée principale, Leadership municipal
- **Jay Pitter**, associée principale, Placemaking basé sur l'équité
- **Glenn Miller**, associé principal, recherche

Responsables régionaux

- **Allison Ashcroft**, responsable régionale de l'IUC, Victoria
- **Michael Redhead Champagne**, responsable régional de l'IUC, Winnipeg
- **Catherine Craig-St-Louis**, responsable régionale de l'IUC, Gatineau
- **Robert Plitt**, responsable régional de l'IUC, Calgary
- **Kourosh Rad**, responsable régional de l'IUC, Halifax

PARTENAIRES DE L'INSTITUT URBAIN DU CANADA

Des partenaires et des bailleurs de fonds partout au Canada ont rendu possible tout le travail de l'IUC. Ensemble, nous tissons une toile connective à travers le pays pour relier et valoriser les diverses perspectives et faire entendre les opinions dans toutes les régions urbaines du Canada. Ce document ne représente pas forcément les points de vue de nos bailleurs de fonds ou de nos partenaires.

Donateurs et bailleurs de fonds du programme

- Maytree
- La promesse TD Prêts à agir
- Vancity
- Vancity Community Investment Bank
- Zones, districts et secteurs d'amélioration des affaires partout au Canada
- Organisations de développement économique à travers le Canada

Partenaires

La liste croissante des organisations partenaires du programme qui travaillent en collaboration avec nous depuis le début de la pandémie de COVID-19 comprend les suivantes :

The Bentway / Bloor-Yorkville BIA / Black Business and Professionals Association / Canadian Aboriginal and Minority Supplier Council / Réseau de résilience des entreprises canadiennes / Chambre de commerce LGBT+ du Canada (CGLCC) / Chambre de commerce du Canada / Fédération canadienne de l'entreprise indépendante / Institut canadien des urbanistes / Canadian Global Cities Council / Canadian Urban Sustainability Practitioners / The City Institute de l'Université York / Ville d'Edmonton / Ville de Toronto / Ville de Calgary / Ville de Vancouver / Develop Nova Scotia / Downtown Halifax Business Commission / Downtown Winnipeg BIZ / Downtown Yonge BIA / Edmonton Chamber of Commerce / Environics / Evergreen / Fédération canadienne des municipalités / Toronto Financial District BIA / First Policy Response / Villes d'avenir Canada / Global Resilient Cities Network / Goethe-Institut / Halifax BIA / Halifax Chamber of Commerce / ICLEI Canada / Institute on Municipal Finance and Governance / Institut d'administration publique du Canada / International Downtown Association Canada / Jay Pitter / Maximum City / Maytree / La Fondation McConnell / Municipal World / Fiducie nationale du Canada / Ontario Chamber of Commerce / Ontario Business Improvement Area Association / Amis des parcs / Public Sector Digest / Regina Downtown BID / Conseil canadien du commerce de détail / Institut royal d'architecture du Canada / Rues principales / Ryerson University City Building Institute / Save Canadian Small Business / Simon Fraser University Centre for Dialogue / The Shift / Institut pour l'IntelliProspérité / St. Lawrence Market BIA / StrategyCorp / Toronto Entertainment District BIA / The Waterfront BIA / Fondation des Centres Trinité / Taiji Brand Group / Tamarack / Banque TD / Urban Land Institute / University of Calgary School of Public Policy / University of Toronto Transportation Research Institute / University of Toronto School of Cities / University of Western Ontario Local Government Program / University of Windsor Centre for Cities / Vancity / Vancity Community Investment Bank / Vancouver Economic Commission / WSP / Youthful Cities



Canadian Institut
Urban Urbain du
Institute Canada